

Au moment de déterminer quelle forme prendra la participation du Canada, il importe d'aborder également certains sujets de préoccupation. Il convient notamment de savoir si les questions en cause sont *du ressort de généralistes*. Par exemple, il y a eu beaucoup de discussions jusqu'à présent dans le cadre du processus de consultation de l'OUA sur la définition de « société civile »; les ouvrages des pays du Nord qui portent sur le sujet en proposent une définition très différente du sens que les ONG d'Afrique donnent à cette expression. Le concept d'« avertissement rapide » est un autre aspect qui mériterait d'être clarifié et nécessiterait, notamment, que l'on détermine des indicateurs fiables. En fait, un certain nombre de participants se demandent s'il est possible d'appliquer efficacement le concept d'avertissement rapide en utilisant des indicateurs génériques sans avoir une connaissance précise de la région et du domaine visés et sans avoir préalablement procédé à une *analyse*. Ces questions doivent être désignées par des termes opérationnels qui soient cohérents et bien compris par les personnes chargées de mettre en oeuvre les politiques. D'aucuns prétendent que de telles analyses doivent être effectuées indépendamment du travail opérationnel concernant les conflits et que la meilleure façon de faire consiste à financer des réseaux d'universitaires, d'ONG et de décideurs sur une base régionale et selon le domaine de connaissances.

Un autre aspect qui doit être étudié est la mesure dans laquelle l'aide fournie doit être *opportune* et *efficace*. Les projets conçus en dehors de l'Afrique ont tendance : 1. à être basés sur les besoins perçus et non adaptés aux priorités définies par les Africains, et 2. à devenir dépassés avant même d'avoir été mis en oeuvre par suite de changements survenus sur le terrain. Par contre, la conférence que l'OUA a tenu récemment sur le rétablissement de la paix a été entièrement organisée en Afrique, sans l'aide d'aucun organisme non africain. Cela s'inscrit dans la tendance que l'on a observée l'an dernier favorisant un leadership venant de l'Afrique même, tendance qui est attribuable en partie à la disponibilité des ressources de l'Afrique du Sud.

C'est un pas dans la bonne direction, qui va dans le sens de la préoccupation du Canada voulant que les *organismes régionaux* puissent, à terme, jouer un rôle prépondérant dans la conception et la mise en oeuvre de tels projets d'une manière appropriée au contexte régional. Actuellement, le gouvernement du Canada envisage la possibilité que les organismes africains offrent de la formation dans le domaine de l'édification et du maintien de la paix. L'Institute for Defense